M. Caccia: Non, monsieur l'Orateur, une question se rapportant au discours que vient juste de terminer le député avant son rappel au Règlement.

M. l'Orateur: C'est un peu embarrassant, mais je ne veux pas gêner le travail intéressant de la Chambre. Si le député de St. Paul's veut permettre à son collègue de Toronto de lui poser une question, je présume que les autres ne s'y opposeraient pas.

M. Atkey: Monsieur l'Orateur, je ne m'y oppose pas même si j'espère que vous pourrez rendre votre décision aussitôt que possible pour accélérer le travail de la Chambre.

M. l'Orateur: Je suis prêt à rendre ma décision immédiatement, mais je crois que le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a quelques paroles de sagesse à nous communiquer.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je serai bref, monsieur l'Orateur. J'aurais trois raisons de ne pas prendre la parole.

Des voix: Bravo!

Une voix: Essayez donc de vous rasseoir.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ces applaudissements me laissent croire qu'il y a quatre raisons, la quatrième étant que la Chambre serait tout aussi heureuse si je ne restais pas assis. D'abord, c'est quelque peu difficile, après que Son Honneur a parlé de sages paroles; ensuite, vous avez dit, il y a un moment, ne pas vouloir nous refuser le plaisir de prendre part au débat; enfin, la raison la plus importante qui m'empêcherait de prendre la parole, bien qu'elle n'ait pas réussi à le faire, c'est que je trouve notre situation un peu étrange.

Cet après-midi, quand nous avons proposé un amendement, le député de Peace River (M. Baldwin) a invoqué le Règlement pour le contester; maintenant, si du point de vue de la procédure je conteste celui-ci, je semblerai vouloir lui rendre la monnaie de sa pièce. Je puis vous assurer, Votre Honneur, qu'il n'en est rien et que si je me lève, c'est plutôt en songeant à la logique avec laquelle la Chambre doit procéder et qui exige qu'on refuse cet amendement. Vous m'excuserez, mais je ne crois pas que ce soit là une raison suffisante pour ne pas prendre le vote ce soir sur la motion principale.

Cet après-midi, M. l'Orateur adjoint a déclaré notre amendement irrecevable en invoquant surtout la phrase suivante du commentaire 220 (1):

Si le sujet de l'instruction tombe sous la portée de la question déferée au comité, ladite instruction est alors inutile et irrecevable.

On a soutenu cet après-midi que le comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation est toujours actif, qu'il siègera encore et n'a besoin d'aucune directive de la Chambre lui permettant d'étudier des questions comprises dans son mandat. Je maintiens que si tel était le cas cet après-midi, ce l'est encore ce soir.

Le député de St. Paul's (M. Atkey) a dit que son amendement, à l'encontre du nôtre, ne soulève pas un nouveau sujet. Si je puis le paraphraser, il me semble qu'il veut dire

Prix de l'alimentation

par là que son amendement prie simplement le comité de poursuivre son travail. Étant donné la décision rendue cet après-midi, il est évident qu'un amendement qui dit tout simplement au comité de faire ce qu'il a déjà le droit de faire n'a pas sa place. Ce comité, lorsqu'il siègera, pourrait étudier les chiffres de l'indice des prix à la consommation et d'autres chiffres publiés jeudi dernier et rédiger un troisième et un quatrième rapport s'il le désire.

Selon moi, ce n'est pas un raisonnement suffisant du point de vue du fond que de dire au comité de faire quelque chose qu'il a déjà le pouvoir de faire.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas entièrement prêt à discuter de cette question puisqu'il n'y a que quelques minutes que l'on m'a demandé d'être leader suppléant à la Chambre. Toutefois, bien que j'hésite toujours à être en désaccord avec le sage de la Chambre des communes sur ces détails de procédure, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), je suis d'avis que la motion présentée par le député de St. Paul's (M. Atkey) soulève une nouvelle question.

● (2030)

J'aurais moi-même été ravi que certaines de ces questions aient été débattues. Malheureusement, je n'ai pas d'argument recherché à faire valoir en matière de procédure. J'espère que la présidence jugera l'amendement acceptable afin que nous puissions poursuivre la discussion intéressante amorcée par le député de St. Paul's (M. Atkey).

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette de devoir désappointer l'aimable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) qui semble tenir à ce que l'amendement présenté par le député de St. Paul's soit acceptable selon les règles. Il m'est difficile de contredire la décision rendue cet après-midi par l'Orateur adjoint. Je ne suis pas d'accord avec le député de St. Paul's pour dire qu'il s'agit d'un précédent. Je suis certain qu'on peut trouver dans l'histoire des délibérations de la Chambre plusieurs précédents de décisions de ce genre rendues à l'égard d'une modification proposée aux rapports de comités permanents.

Le député de St. Paul's a d'abord avisé la présidence qu'il avait l'intention de proposer un amendement. Je l'ai entendu le lire. A prime abord, à vue et même à dernière vue, cette question me semble tout à fait nouvelle. Le député doit comprendre que la Chambre a déjà convenu du mandat le 25 janvier, je crois. Les députés ne peuvent tenter, soit par un amendement, soit par une proposition d'amendement au rapport d'un comité, soit par une motion concernant le rapport d'un comité, de changer le mandat convenu par la Chambre.

Plus tôt au cours du débat, peut-être même au tout début, pendant que le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) avait la parole, on a proposé que la Chambre évalue le travail qu'effectuent les comités ainsi que les rapports qu'ils présentent. Je partage entièrement les opinions alors exprimées par le député de Saint-Jean-Est. Si la Chambre y consent, nous pourrions donner suite à cette idée en acceptant la recommandation qui nous a été faite par un comité, en l'étudiant tout au moins et en la mettant ensuite aux voix.